Rapport Stora. L’ex-gouverneur de la Banque d’Algérie : «S’il n’y avait pas eu les génocides d’Algériens, la population algérienne serait de l’ordre de 80 millions d’habitants»

30/01/2021 à 9h27



Abderrahmane Hadj Nacer, essayiste et ex-gouverneur de la Banque d’Algérie, revient sur le rapport Stora, l’ordre néocolonial, le pillage des richesses de l’Algérie, les crimes coloniaux …

[…] Le rapport Stora répond à une commande politique liée à la prochaine échéance présidentielle en France. Il y a une différence avec ce qui s’est passé lors de la préparation des élections en 2016-2017. **Il s’agissait, alors, de convaincre l’électorat musulman que le candidat Macron était prêt à aller loin, on a donc parlé de crimes contre l’humanité.**

Or, cette fois-ci, on est dans la course à l’extrême droite étant donné la droitisation des opinions publiques européennes

et occidentales en général. Nous sommes dans un cas de figure où il faut se débarrasser des complexes liés à la colonisation. Cela évidemment conforte l'attitude de déni historique de la responsabilité de ce qui s'est passé en Algérie. […]

Il faudrait des commissions composées de spécialistes très différents, notamment des anthropologues, des ethnologues, des sociologues, des démographes, des économistes, des statisticiens, des historiens… Par exemple, s'il n'y avait pas eu les génocides d'Algériens, la population algérienne serait de l'ordre de 80 millions d'habitants. Si on prend en considération la réalité de l'Histoire, le Trésor d'Alger, qui a été chiffré par les Français eux-mêmes à 500 millions de francs de l'époque, soit l'équivalent de la moitié des revenus de la France de l'époque.

Donc que doit-on réclamer à la France ? La restitution du Trésor ? On serait loin de l'évaluation de Pierre Péan, cinq à six milliards d'euros, mais d'infiniment plus ! **Pour être relatif, le montant serait de l'ordre du tiers du PIB français, c'est-à-dire 700 milliards d'euros.**

Si l'on devrait chiffrer le nombre d'Algériens qui manquent, il s'agirait de 35 millions. Et si on applique le chiffre le plus bas relatif aux indemnisations concernant la Shoah, soit 5 000 dollars par individu disparu, je vous laisse calculer. Je ne parle même pas de ce qui apparaîtrait comme une broutille, la dette du blé pour nourrir les troupes napoléoniennes. […]

Par ailleurs, il convient de replacer les interventions du président Macron dans le contexte de la politique intérieure française. **Lorsqu'on reproduit en métropole les conditions de l'aménagement du territoire inique des colonies et que l'on parque dans des cités insalubres les exclus de la croissance puis que l'on montre du doigt l'islam et qu'enfin on parle de séparatisme, c'est que de façon évidente la guerre d'Algérie**

n’est toujours pas soldée et que la France non plus n’a pas gagné la paix.

TSA